



SICONDA SESSIONE URDINARIA DI U 2017
RIUNIONE I 21 E 22 SITTEMBRE

2EME SESSION ORDINAIRE DE 2017
REUNION DES 21 ET 22 SEPTEMBRE

N° 2017/O2/060

REPONSE DE M. Saveriu LUCIANI, Conseiller Exécutif de Corse,
A LA QUESTION ORALE DEPOSEE PAR Mme Delphine ORSONI
« NON INSCRIT »

OBJET : VALORISATION DES RESSOURCES EN EAU.

Cari amichi,

Vous posez ce matin, et je vous en remercie, une question fondamentale pour l'avenir de cette île, celle de l'eau, tant au plan de la ressource, de sa maîtrise, de sa gestion, que de sa qualité. Vous la posez dans une actualité qui confirme que 2017 devient l'année de référence de ce début de 21^{ème} siècle en matière de sécheresse.

Ne pas oublier 2017 comme on a pu oublier 2003 : oui, parce que la Corse subit les effets répétés d'un changement climatique irréversible. Oui parce que désormais, la définition du climat méditerranéen n'est déjà plus celui que nous avons appris sur les bancs de l'école.

Oui, ne surtout pas oublier 2017 et 2018 aussi, car s'il a plu ces derniers jours, rien n'est véritablement résolu sans une action forte, continue et plurielle.

Vous dites Mme Orsoni qu'il faut éviter l'absence d'anticipation. Mais il y a eu incontestablement des années d'absence.

Avant de répondre sur la stratégie à mettre en place, impossible à réaliser en quelques minutes, j'évoquerai, pour rassurer la Balagna, la situation du barrage d'E Cotule, dans le Reginu.

Aucune polémique, ni même de chjam'è rispondi stérile, pour tenter de laisser croire à un « mensonge de santé » de notre part sur la qualité de l'eau traitée dans nos unités de production. Juste de l'information.

Je ne parlerai que du programme de suivi analytique, notamment sur les fameuses Cyanobactéries et Microcystines.

D'abord dire qu'il n'y a pas eu à ce jour de bloom algal, et qu'il n'y a aucune comparaison avec certaines situations passées. Dire ensuite que nos services réalisent trois prélèvements hebdomadaires, à la fois en surface du plan d'eau dans une zone représentative, en surface du plan d'eau dans une zone de très forte concentration apparente (« mousse »), sur le circuit d'eau brute correspondant à l'eau captée pour l'usine de traitement et le réseau d'irrigation, le circuit dédié au débit réservé et enfin l'eau traitée après potabilisation.

Pour ce qui est de l'identification éventuelle des Cyanobactéries, les échantillons d'eau sont envoyés au Laboratoire de Rennes. Les résultats de ces analyses nous parviennent le lendemain (en fin de journée). S'agissant des dosages de microcystines, les analyses sont effectuées directement par notre Laboratoire à l'OEHC.

De plus, deux prises d'échantillons sont ajoutées dans le programme des trois prélèvements hebdomadaires : elles concernent la station de traitement de CALVI, et sont constituées par les points d'arrivée d'eau brute et de sortie d'eau traitée.

Ces opérations ont été menées sur d'autres plans d'eau de Corse, durant l'été 2017 ; à savoir : ALZITONE, BACCIANA, TEPPE ROSSE, PERI, ALISGIANI, FIGARI ainsi que la station de traitement d'eau potable de BOMORTU (en Rive Sud).

Un tel programme d'actions, est réalisé avec suivi des préconisations du Plan Départemental de prévention et de surveillance des Cyanobactéries. L'ensemble des résultats qui en découlent est adressé simultanément au Service Exploitation de l'OEHC, aux Services de l'Etat (DDTM 2B et 2A, Préfecture), ainsi qu'à l'ARS.

Aucune recommandation de la part des services de l'Etat à ce jour sur une quelconque anomalie ou danger. Pour autant, nous continuons à surveiller méticuleusement l'évolution du bassin.

D'alarmisme, il en a été question aussi, mais à raison, durant cette saison estivale. L'Office a engagé une série de réunion dès le printemps dans les zones sensibles du Sud et de Balagna, a animé les comités de suivi hydrique et réclamé des réunions de gestion territoriale et hebdomadaire, car nous étions conscients de la situation dès mars, avec des données déjà significatives de stress hydrique généralisé.

Notre action a été déterminante, en premier lieu au service de l'agriculture, mais pas seulement. Elle a permis d'éviter le pire, c'est-à-dire la rupture d'alimentation, notamment en eau brute agricole dans le sud de la plaine orientale. Satisfaction même car nos stocks actuels sont d'environ 28%, malgré une augmentation très importante de la consommation d'eau potable et agricole, avec par exemple plus de 45 millions de mètres cubes pour la seule plaine.

Mais pour la petite histoire, les crues de l'hiver nous ont conduits par exemple à réparer des canalisations importantes, sur le Fiumorbu, et à engager 300.000 euros pour l'irrigation agricole du seul Bas Taravu. Nous avons aussi transféré 2 millions de m³ du nord au sud de la plaine.

Septembre 2017 : faut-il encore répéter l'importance d'inciter pouvoirs publics, collectivités, monde agricole et usagers à réfléchir sur les divers modes d'utilisation de la ressource à l'avenir ?

Pour répondre à votre inquiétude, même si cela dépasse le cadre de ma présidence, puisqu'elle regarde l'alimentation en AEP située en dehors des réseaux de l'office, je crois pouvoir affirmer que très peu de communes ont connu une rupture d'alimentation, comme évoqué lors des différents CSH. Pour autant, et vous avez raison, la vigilance et l'anticipation restent de mise pour la suite.

Quant à la désalinisation, considérons la pour l'heure hors de propos. Elle ne serait qu'un recours coûteux et ultime.

Rapidement j'aborde le dernier point, essentiel parce qu'il est le cœur de vos préoccupations, de nos préoccupations.

Perspectives et stratégies : Plusieurs axes.

Un point d'abord sur le PEI : les montants des travaux pris en compte au titre de la 4^{ème} et dernière convention ont été arrêtés à 12 M€ pour l'eau potable (mesure 1.1.2) largement insuffisants et l'enveloppe peut être considérée comme déjà épuisée.

Pour l'OEHC, il n'y a jamais eu de répit puisque nous sommes dans une phase de programmation et réalisation de travaux (environ 60 millions d'euros) dans les troisièmes et quatrièmes conventions d'application. Il s'agit d'opérations de sécurisation des réseaux, d'amélioration des transferts, d'alimentation en eau brute d'autres périmètres, d'étude de nouveaux barrages et de mise en conformité d'unités de potabilisation.

Il y a aussi notre plan stratégique Acqua Nostra 2050 (Programme Pluriannuel d'Investissements – PPI), qui fera l'objet d'une communication, où s'intégreront naturellement, au-delà des grands aménagements, les questions d'hydro énergie et de REUT, et surtout de gestion hydraulique pluriannuelle, à l'instar de l'exemple sarde.

Dans le même ordre, le PBACC, présenté au printemps prochain, qui a déjà fait l'objet d'un rapport dans cette assemblée, pour dire qu'il sera le Plan du Bassin de Corse à l'Adaptation au Changement Climatique.

A relier aux travaux du Comité de Bassin, en réunion le 11 octobre prochain pour évoquer le 11^{ème} programme, avec un nouvel état des lieux à réaliser avant mi 2018, afin d'évaluer les enjeux prioritaires pour au moins les six années à venir (durée du programme) car les restrictions budgétaires que l'Agence risque aussi de subir pourraient conduire à l'élaboration d'un 11^{ème} programme très restrictif en termes financiers mais aussi en termes d'éligibilité des opérations et sans PEI, alors que le retard structurel n'est pas encore résorbé et qu'il reste de nombreuses mises à niveau et en conformité des installations d'eau potable et d'assainissement des collectivités à réaliser, qui incomberont à partir de 2020 aux communautés de communes.

Je terminerai en disant que face à tous ces enjeux, notre Collectivité unie devra repousser les frontières des compétences et des moyens pour repenser et aménager le territoire. Elle devra lui donner du sens, notamment pour éviter que les stockages ne soient pas des réserves livrées au pillage et au gaspillage.

Révolution culturelle et culturelle, moyens financiers considérables, compétences nouvelles posant ainsi les tuyaux de l'indépendance hydraulique.

Chers collègues, l'eau inondera certainement les prochaines campagnes électorales et c'est tant mieux.

Ma stamane, mi basta à turnà à d'ivi ch' l'acqua di Corsica hè una primura maiò per l'Avvene di a Nazione corsa.